



Conseil du développement industriel
Trente-neuvième session
Vienne, 22-24 juin 2011
Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire
Situation financière de l'ONUDI

Comité des programmes et des budgets
Vingt-septième session
Vienne, 11-13 mai 2011
Point 4 de l'ordre du jour provisoire
Situation financière de l'ONUDI

Situation financière de l'ONUDI

Rapport du Directeur général

Le présent document rend compte de la situation financière de l'ONUDI au 31 mars 2011.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Aperçu général.....	1	2
II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2010-2011.....	2-9	2
III. Contributions.....	10-11	4
IV. Exercice du droit de vote.....	12-13	5
V. Plans de paiement pluriannuels.....	14	5
VI. Arriérés dus par d'anciens États Membres.....	15	6
VII. Soldes inutilisés des crédits ouverts et intérêts en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget.....	16	6
VIII. Mesures à prendre par le Comité.....	17	6
Annexe		
État des contributions au budget ordinaire.....		7

Pour des raisons d'économie, le présent document a été tiré à un nombre limité d'exemplaires. Les représentants sont priés de bien vouloir apporter leur propre exemplaire aux réunions.



I. Aperçu général

1. La situation financière au 31 mars 2011 peut, dans ses grandes lignes, se résumer comme suit:

a) Les dépenses nettes engagées au titre du budget ordinaire pour la première année de l'exercice biennal 2010-2011 se montent à 70,8 millions d'euros en 2010, soit 92,1 % du montant brut des prévisions de dépenses approuvées pour 2010. Au 31 mars 2011, un montant de 93,3 millions d'euros, soit 57,6 % des crédits ouverts pour la période biennale, avait été engagé;

b) Les dépenses engagées au titre du budget opérationnel se montent à 12 millions d'euros pour la période considérée. Les remboursements au titre des dépenses d'appui et les autres recettes se chiffrent à 12,4 millions d'euros à la fin de 2010 et à 4,9 millions d'euros pour le premier trimestre 2011;

c) Les dépenses engagées au titre de la gestion des bâtiments se montent à 32,6 millions d'euros, conformément au plan de travail en vigueur;

d) Le montant des ressources de trésorerie au titre du budget ordinaire (y compris le Fonds de roulement) s'établit à 55,2 millions d'euros, contre 74,7 millions d'euros au 31 mars 2010 et 75 millions d'euros au 31 mars 2009; cette différence notable est due au fait que d'importantes contributions n'avaient pas encore été versées à la fin mars 2011;

e) Le taux de recouvrement des contributions pour 2011 au 31 mars se situe à 26,4 %, contre 52,3 % en 2010 et 47,3 % en 2009. Cependant, au 1^{er} avril 2011, le taux pour l'année en cours est monté à 35,01 % après réception de contributions supplémentaires;

f) Le taux de recouvrement des arriérés de contribution des années antérieures par rapport aux contributions de l'année en cours est de 1 %, contre 1 % au 31 mars 2010 et 0,3 % au 31 mars 2009;

g) Le montant des contributions non acquittées se chiffre à 170,1 millions d'euros, comme le montre l'annexe au présent document (dont 69,1 millions d'euros dus par les États-Unis d'Amérique et 2,1 millions d'euros par l'ex-Yougoslavie), contre 152,2 millions d'euros au 31 mars 2010 et 155,5 millions d'euros au 31 mars 2009;

h) Le solde du Fonds de roulement s'établit à 7 423 030 euros mais, au 31 mars 2011, un montant de 4 737 euros n'y avait pas encore été versé;

i) Des informations sur l'état des contributions et l'exercice du droit de vote au 30 avril 2011 seront présentées dans un document de séance.

II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2010-2011

Budget ordinaire

2. Des crédits d'un montant de 77,9 millions d'euros ont été alloués pour 2010. Au 31 décembre 2010, les dépenses au titre du budget ordinaire se chiffraient à

70,8 millions d'euros, soit 92,1 % du montant net des prévisions de dépenses approuvées pour 2010. La première année de l'exercice biennal précédent (2008), un taux d'exécution plus faible (85,4 %) avait été enregistré.

3. Au début de la deuxième année de l'exercice biennal, des crédits d'un montant de 79,9 millions d'euros ont été alloués, ce qui correspond à l'intégralité des prévisions de dépenses pour 2011 sauf en ce qui concerne les services de consultants, les réunions de groupes d'experts et les voyages des fonctionnaires. Ce montant comprend 53,3 millions d'euros pour le personnel occupant des postes permanents et 26,6 millions d'euros pour toutes les autres catégories de dépenses.

4. Au 31 mars 2011, les allocations de crédits pour l'ensemble de l'exercice biennal se montaient à 158,8 millions d'euros, soit 98,1 % du montant brut des prévisions de dépenses; les dépenses engagées, elles, s'établissaient à 93,3 millions d'euros, soit 57,6 % du budget brut. Ces chiffres sont comparables à ceux de l'exercice biennal précédent puisque, au 31 mars 2009, les dépenses engagées s'élevaient à 86,6 millions d'euros, soit 54,2 % du budget brut.

Budget opérationnel

5. Des crédits d'un montant de 11,2 millions d'euros ont été alloués au début de 2010, soit 100 % des montants prévus dans le programme et les budgets approuvés. Un montant supplémentaire de 11,6 millions d'euros a été alloué au début de 2011, le montant total des crédits alloués se chiffrant ainsi à 22,8 millions d'euros.

6. Les dépenses engagées au titre du budget opérationnel s'élevaient à 12 millions d'euros au 31 mars 2011, contre 11,4 millions d'euros au 31 mars 2009 pour l'exercice biennal précédent.

7. En 2010, les dépenses relatives à l'exécution des activités de coopération technique s'élevaient à 153,5 millions de dollars des États-Unis (engagements de dépenses compris), soit un niveau record depuis 1986, exception faite de 1990. Les recettes provenant du remboursement des dépenses d'appui et autres recettes ont atteint 12,4 millions d'euros en 2010. Au premier trimestre de 2011, les dépenses d'appui liées à l'exécution de projets de coopération technique se chiffraient à 52,5 millions de dollars É.-U. (y compris les engagements non réglés). Les recettes perçues au cours de cette période se montaient à 4,9 millions d'euros.

Gestion des bâtiments

8. Un montant initial de 31,8 millions d'euros a été alloué pour 2010 en début d'exercice, ainsi qu'un montant supplémentaire de 32,3 millions pour 2011. Le budget du Service des bâtiments est exécuté conformément au programme de travail en vigueur.

9. Au 31 mars 2011, les dépenses engagées s'élevaient à 32,6 millions d'euros, contre 31,7 millions d'euros en 2009, soit un taux d'utilisation de 50,8 % du montant brut des prévisions de dépenses pour la gestion des bâtiments.

III. Contributions

A. Recouvrement

10. Au total, 38 États Membres, dont 5 font partie des pays les moins avancés (PMA), ont acquitté l'intégralité de leurs contributions et 61 États Membres, dont 11 PMA, ont soit effectué des versements partiels, soit vu leur quote-part réduite au titre du reversement des soldes inutilisés pour 2011. Les contributions recouvrées pour la période allant de janvier à mars 2011, ventilées par liste d'États, sont récapitulées au tableau 1.

Tableau 1
Recouvrement des contributions, janvier-mars 2011
(en millions d'euros)

Liste d'États*	Année en cours	Années antérieures	Total
A	2,11	0,18	2,29
B	16,07	0,07	16,14
C	0,02	0,34	0,36
D	2,46	0,14	2,60
Autres	0,00	0,01	0,01
États-Unis d'Amérique	0,00	0,00	0,00
Ex-Yougoslavie	0,00	0,00	0,00
Total	20,66	0,74	21,40

* Voir document IDB.36/25.

B. Contributions non acquittées

11. L'état détaillé des contributions non acquittées au 31 mars 2011 est récapitulé à l'annexe du présent document. Le tableau 2 présente les quotes-parts et les contributions non acquittées à cette date, ventilées par liste d'États.

Tableau 2
Quotes-parts et contributions non acquittées au 31 mars 2011

Liste d'États*	Quotes-parts (%)	Millions d'euros		
		Année en cours	Années antérieures	Total
A	16,494	7,64	2,88	10,52
B	73,610	44,86	0,47	45,33
C	6,079	4,69	32,47	37,16
D	3,807	0,45	5,11	5,56
Autres	0,010	0,01	0,36	0,37
Total partiel	100,000	57,65	41,29	98,94
États-Unis d'Amérique		0,00	69,07	69,07
Ex-Yougoslavie		0,00	2,08	2,08
Total	100	57,65	112,44	170,09

* Voir document IDB.36/25.

IV. Exercice du droit de vote

12. Comme indiqué à l'annexe du présent document, 39 États Membres étaient suspendus de l'exercice du droit de vote au 31 mars 2011, conformément au paragraphe 2 de l'Article 5 de l'Acte constitutif et à l'alinéa b) de l'article 5.5 du Règlement financier, contre 47 pays au 31 mars 2010. La situation concernant l'exercice du droit de vote dans les différents organes directeurs est présentée au tableau 3.

Tableau 3

Suspension de l'exercice du droit de vote au 31 mars 2011

Organe	Nombre d'États Membres		
	2011	2010	2009
Conférence générale	39	47	44
Conseil du développement industriel	3	6	3
Comité des programmes et des budgets	3	3	1

13. Afin de recouvrer leur droit de vote pour le reste de l'année 2011, ces États Membres doivent verser l'intégralité de leurs contributions pour 2008 et les années antérieures, y compris les avances au Fonds de roulement, et effectuer des versements partiels pour 2009, soit un montant total minimum de 31 807 505 euros.

V. Plans de paiement pluriannuels

14. Le tableau 4 récapitule l'état actuel de l'exécution des plans de paiement que les États Membres ont conclus en vue du règlement de leurs arriérés de contributions. Le Secrétariat note avec satisfaction et reconnaît les efforts considérables qu'ont déployés tous les États Membres qui ont respecté leurs engagements et obligations énoncés dans leur plan de paiement. Les autres États Membres ayant des arriérés de contributions sont encouragés à envisager de présenter des plans de paiement afin de les réduire progressivement.

Tableau 4

État des plans de paiement au 31 mars 2011

(Montants en euros)

État Membre	Montant total des arriérés faisant l'objet du plan*	Montant restant à acquitter au 31 mars 2011	Montants reçus ou dus en 2011	Durée (années)	Date de la tranche due en 2011 (mois)	Tranche due	Versement effectué en 2011
Azerbaïdjan	1 269 247	126 924	131 168	10	Mai	Neuvième	Reçu
Brésil	25 577 384	20 571 385	5 797 204	5	Juin	Deuxième	Programmé
République de Moldova	878 231	527 200	88 531	10	Juin	Cinquième	Programmé
Total	27 724 862	21 225 509	6 016 903				

* Montant total des arriérés au moment de la signature du plan.

VI. Arriérés dus par d'anciens États Membres

15. Le montant des arriérés dus à l'Organisation s'élevait à 69 068 887 euros pour les États-Unis d'Amérique (pour la période 1994-1996) et à 2 081 599 euros pour l'ex-Yougoslavie (pour la période 1990-2001). Le Secrétariat s'efforce d'obtenir le versement de ces arriérés.

VII. Soldes inutilisés des crédits ouverts et intérêts en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget

16. Des renseignements détaillés sur le solde inutilisé des crédits ouverts sont présentés dans le document IDB.39/12-PBC.27/12.

VIII. Mesures à prendre par le Comité

17. Le Comité pourrait envisager de recommander au Conseil d'adopter le projet de décision suivant:

“Le Conseil du développement industriel:

- a) Prend note des informations figurant dans le document IDB.39/14-PBC.27/14;
- b) Prie instamment les États Membres et anciens États Membres qui n'ont pas encore réglé leurs contributions, y compris pour ce qui est des avances au Fonds de roulement et des arriérés d'années antérieures, de le faire sans retard;
- c) Prie le Directeur général de poursuivre ses efforts, ainsi que ses contacts avec les États Membres et les anciens États Membres, afin d'assurer le recouvrement des arriérés.”

Annexe

État des contributions au budget ordinaire au 31 mars 2011
(en euros)

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2011</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Afghanistan	709	0	709	2011P	Oui	0
Afrique du Sud	0	0	0	-	Oui	0
Albanie	6 178	0	6 178	2011P	Oui	0
Algérie	0	0	0	-	Oui	0
Allemagne	4 606 256	0	4 606 256	2011P	Oui	0
Angola	8 692	0	8 692	2009P	Oui	0
Arabie saoudite	804 689	0	804 689	2011P	Oui	0
Argentine	2 268 467	0	2 268 467	2007P	Non	1 211 300
Arménie	915 617	0	915 617	1992P	Non	908 750
Autriche	0	0	0	-	Oui	0
Azerbaïdjan	126 924	0	126 924	1999P	Oui	Plan de paiement
Bahamas	16 970	0	16 970	2011P	Oui	0
Bahréïn	0	0	0	-	Oui	0
Bangladesh	0	0	0	-	Oui	0
Barbade	10 071	0	10 071	2011P	Oui	0
Bélarus	0	0	0	-	Oui	0
Belgique	1 185 577	0	1 185 577	2011P	Oui	0
Belize	3 649	0	3 649	2007P	Non	1 460
Bénin	504	0	504	2011P	Oui	0
Bhoutan	712	0	712	2011P	Oui	0
Bolivie (État plurinational de)	24 829	0	24 829	2008P	Non	6 270
Bosnie-Herzégovine	6 186	0	6 186	2011P	Oui	0
Botswana	14 762	0	14 762	2011P	Oui	0
Brésil	20 571 385	0	20 571 385	1998P	Non	17 722 390
Bulgarie	0	0	0	-	Oui	0
Burkina Faso	0	0	0	-	Oui	0
Burundi	50 199	0	50 199	1995P	Non	48 010
Cambodge	708	0	708	2011P	Oui	0
Cameroun	27 225	0	27 225	2009P	Oui	0
Cap-Vert	102 174	0	102 174	1991P	Non	99 990
Chili	172 822	0	172 822	2011P	Oui	0
Chine	2 887 157	0	2 887 157	2011P	Oui	0
Chypre	47 332	0	47 332	2011P	Oui	0
Colombie	108 077	0	108 077	2011P	Oui	0
Comores	140 716	0	140 716	1986P	Non	138 530
Congo	0	0	0	-	Oui	0
Costa Rica	315 196	0	315 196	1999P	Non	212 430
Côte d'Ivoire	19 228	0	19 228	2010P	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2011</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Croatie	0	0	0	-	Oui	0
Cuba	116 755	0	116 755	2010P	Oui	0
Danemark	0	0	0	-	Oui	0
Djibouti	99 622	0	99 622	1991P	Non	97 440
Dominique	5 796	0	5 796	2004P	Non	3 605
Égypte	94 291	0	94 291	2011P	Oui	0
El Salvador	348 104	1 925	350 029	1988	Non	286 610
Émirats arabes unis	0	0	0	-	Oui	0
Équateur	22 195	0	22 195	2011P	Oui	0
Érythrée	712	0	712	2011P	Oui	0
Espagne	3 196 954	0	3 196 954	2011P	Oui	0
Éthiopie	3 047	0	3 047	2011P	Oui	0
ex-République yougoslave de Macédoine	14 858	0	14 858	2009P	Oui	0
Fédération de Russie	0	0	0	-	Oui	0
Fidji	2 969	0	2 969	2011P	Oui	0
Finlande	0	0	0	-	Oui	0
France	6 771 802	0	6 771 802	2011P	Oui	0
Gabon	40 987	0	40 987	2007P	Non	15 405
Gambie	64 524	0	64 524	1994P	Non	62 340
Géorgie	1 611 591	0	1 611 591	1992P	Non	1 602 390
Ghana	4 614	0	4 614	2011P	Oui	0
Grèce	1 114 767	0	1 114 767	2010P	Oui	0
Grenade	49 481	0	49 481	1995P	Non	47 300
Guatemala	65 581	0	65 581	2010P	Oui	0
Guinée	1 980	0	1 980	2010P	Oui	0
Guinée-Bissau	122 847	0	122 847	1988P	Non	120 660
Guinée équatoriale	2 273	0	2 273	2011P	Oui	0
Guyana	129	0	129	2011P	Oui	0
Haïti	4 348	0	4 348	2010P	Oui	0
Honduras	5 557	0	5 557	2010P	Oui	0
Hongrie	263 599	0	263 599	2011P	Oui	0
Inde	484 705	0	484 705	2011P	Oui	0
Indonésie	0	0	0	-	Oui	0
Iran (République islamique d')	372 519	0	372 519	2010P	Oui	0
Iraq	622	0	622	2011P	Oui	0
Irlande	0	0	0	-	Oui	0
Israël	0	0	0	-	Oui	0
Italie	5 458 100	0	5 458 100	2011P	Oui	0
Jamahiriya arabe libyenne	64 914	0	64 914	2011P	Oui	0
Jamaïque	10 862	0	10 862	2011P	Oui	0
Japon	15 117 955	0	15 117 955	2011P	Oui	0
Jordanie	13 199	0	13 199	2011P	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2011</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^d</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Kazakhstan	0	0	0	-	Oui	0
Kenya	27 087	0	27 087	2009P	Oui	0
Kirghizistan	380 388	0	380 388	1993P	Non	378 960
Koweït	0	0	0	-	Oui	0
Lesotho	1 960	0	1 960	2009P	Oui	0
Liban	36 636	0	36 636	2011P	Oui	0
Libéria	108 266	0	108 266	1990P	Non	106 080
Lituanie	60 729	0	60 729	2010P	Oui	0
Luxembourg	91 403	0	91 403	2011P	Oui	0
Madagascar	4 528	0	4 528	2010P	Oui	0
Malaisie	204 544	0	204 544	2011P	Oui	0
Malawi	81	0	81	2011P	Oui	0
Maldives	1 809	0	1 809	2009P	Oui	0
Mali	1 491	0	1 491	2010P	Oui	0
Malte	18 669	0	18 669	2011P	Oui	0
Maroc	44 953	0	44 953	2011P	Oui	0
Maurice	0	0	0	-	Oui	0
Mauritanie	82 846	0	82 846	1992P	Non	80 660
Mexique	11 704 552	0	11 704 552	2007P	Non	4 366 610
Monaco	0	0	0	-	Oui	0
Mongolie	713	0	713	2011P	Oui	0
Monténégro	0	0	0	-	Oui	0
Mozambique	1 428	0	1 428	2010P	Oui	0
Myanmar	42 944	0	42 944	2005P	Non	26 720
Namibie	6 171	0	6 171	2011P	Oui	0
Népal	5 771	0	5 771	2010P	Oui	0
Nicaragua	146 926	149	147 075	1986P	Non	140 210
Niger	102 209	0	102 209	1991P	Non	100 020
Nigéria	51 229	0	51 229	2011P	Oui	0
Norvège	0	0	0	-	Oui	0
Nouvelle-Zélande	0	0	0	-	Oui	0
Oman	0	0	0	-	Oui	0
Ouganda	9 140	0	9 140	2009P	Oui	0
Ouzbékistan	487 456	0	487 456	1997P	Non	461 880
Pakistan	63 572	0	63 572	2011P	Oui	0
Panama	18 334	0	18 334	2011P	Oui	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	31 089	0	31 089	2003P	Non	24 230
Paraguay	5 561	0	5 561	2010P	Oui	0
Pays-Bas	0	0	0	-	Oui	0
Pérou	83 793	0	83 793	2010P	Oui	0
Philippines	2 213	0	2 213	2011P	Oui	0
Pologne	0	0	0	-	Oui	0
Portugal	568 548	0	568 548	2011P	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2011</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^d</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Qatar	91 730	0	91 730	2011P	Oui	0
République arabe syrienne	16 545	0	16 545	2011P	Oui	0
République centrafricaine	117 537	0	117 537	1989P	Non	115 350
République de Corée	2 349 491	0	2 349 491	2011P	Oui	0
République de Moldova	527 200	0	527 200	1995P	Oui	Plan de paiement
République démocratique du Congo	148 410	0	148 410	1989P	Non	139 205
République démocratique populaire lao	0	0	0	-	Oui	0
République dominicaine	577 422	2 125	579 547	1986	Non	502 505
République populaire démocratique de Corée	7 317	0	7 317	2011P	Oui	0
République tchèque	0	0	0	-	Oui	0
République-Unie de Tanzanie	7 282	0	7 282	2010P	Oui	0
Roumanie	74 292	0	74 292	2011P	Oui	0
Royaume-Uni	7 153 076	0	7 153 076	2011P	Oui	0
Rwanda	713	0	713	2011P	Oui	0
Sainte-Lucie	2 199	0	2 199	2009P	Oui	0
Saint-Kitts-et-Nevis	3 120	0	3 120	2007P	Non	930
Saint-Vincent-et-les Grenadines	117 007	0	117 007	1989P	Non	114 820
Samoa	783	0	783	2011P	Oui	0
Sao Tomé-et-Principe	140 716	0	140 716	1986P	Non	138 530
Sénégal	12 834	0	12 834	2009P	Oui	0
Serbie	0	0	0	-	Oui	0
Seychelles	4 427	0	4 427	2010P	Oui	0
Sierra Leone	0	0	0	-	Oui	0
Slovaquie	0	0	0	-	Oui	0
Slovénie	0	0	0	-	Oui	0
Somalie	140 715	0	140 715	1986P	Non	138 530
Soudan	21 826	0	21 826	2009P	Oui	0
Sri Lanka	17 087	0	17 087	2011P	Oui	0
Suède	0	0	0	-	Oui	0
Suisse	0	0	0	-	Oui	0
Suriname	1 431	0	1 431	2010P	Oui	0
Swaziland	4 419	0	4 419	2010P	Oui	0
Tadjikistan	119 216	0	119 216	1995P	Non	117 030
Tchad	100 644	0	100 644	1991P	Non	98 460
Thaïlande	0	0	0	-	Oui	0
Timor-Leste	675	0	675	2011P	Oui	0
Togo	58 743	0	58 743	1994P	Non	56 560
Tonga	1 827	0	1 827	2009P	Oui	0
Trinité-et-Tobago	29 396	0	29 396	2011P	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2011</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Tunisie	19 493	0	19 493	2011P	Oui	0
Turkménistan	249 252	538	249 790	1995	Non	231 230
Turquie	0	0	0	-	Oui	0
Ukraine	1 949 104	0	1 949 104	1998P	Non	1 801 890
Uruguay	43 925	0	43 925	2010P	Oui	0
Vanuatu	84 403	0	84 403	1992P	Non	82 215
Venezuela (République bolivarienne du)	304 450	0	304 450	2010P	Oui	0
Viet Nam	25 684	0	25 684	2011P	Oui	
Yémen	14 649	0	14 649	2010P	Oui	
Zambie	0	0	0	-	Oui	
Zimbabwe	8 546	0	8 546	2011P	Oui	
Total partiel	98 939 896	4 737	98 944 633			31 807 505
Ex-Yougoslavie ^b	2 081 599		2 081 599	1990(P)-2001		
État non membre:						
États-Unis d'Amérique ^c	69 068 887		69 068 887	1994(P)-1996		
TOTAL	170 090 382	4 737	170 095 119			31 807 505

Notes:

P Versement partiel.

^a Conformément au paragraphe 2 de l'Article 5 de l'Acte constitutif de l'ONUDI, le droit de vote de 39 États Membres a été suspendu.

^b Contribution sur le point d'être réglée (résolution 63/249 de l'Assemblée générale).

^c État Membre de l'Organisation jusqu'au 31 décembre 1996.

<i>État récapitulatif des contributions non acquittées par exercice/par année</i>	<i>Euros</i>
1986/1987	90 872
1988/1989	164 200
1990/1991	1 118 128
1992/1993	1 533 190
1994/1995	41 106 317
1996/1997	31 792 544
1998/1999	4 181 381
2000/2001	3 485 628
2002/2003	4 382 340
2004/2005	4 659 585
2006/2007	7 148 521
2008/2009	7 867 024
Total partiel:	107 529 730
2010	4 907 757
2011	57 652 895
TOTAL	170 090 382